CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil des Commissaires de la Commission scolaire Eastern Shores tenue aux bureaux administratifs de la commission scolaire située au 40, rue Mountsorrel, New Carlisle, Québec, le mardi 18 juin 2024, à compter de 9 h 15. Les personnes suivantes étaient présentes :

COMMISSAIRES : W. Gifford, président
R. Mundle, vice-président
M. E. Beaulieu
M. O'Brien
J. McWhirter (vidéoconférence)
S. Jerome (vidéoconférence)
K. Ward
G. Hayes
K. Dickson

COMMISSAIRES PARENTS : K. Mackenzie
R. Di Tanna
R. Stewart (vidéoconférence)
J. Bizeau (vidéoconférence)

DIRECTRICE GÉNÉRALE : D. Simoneau
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE : J. Bradbury, directrice des services
d'éducation aux adultes et de formation
professionnelle
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : D. Gauthier

AUTRES : M. Hayes-Dow, directrice de la technologie de l'information, du
transport et de l'organisation scolaire (vidéoconférence)
D. Foltin, directeur des services éducatifs
A. Dupuis, directrice des ressources humaines
S. Ward, directrice des services financiers

ABSENT : D. Hunt, D. Bourgouin

Le président, W. Gifford, procède à l'ouverture de la séance ordinaire du Conseil des Commissaires et souhaite la bienvenue à tous les membres présents.

1. **CONFLIT D'INTÉRÊTS**

Aucun conflit d'intérêts n'est déclaré.

2. **APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

C24-06-136

Il est proposé par K. Mackenzie que l'ordre du jour de la séance ordinaire du Conseil des Commissaires de la Commission scolaire Eastern Shores soit approuvé.

ADOPTÉ

3. LECTURE ET APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

3.1 Lecture du procès-verbal de la séance du 7 mai 2024

C24-06-137 Il est proposé par K. Mackenzie que, attendu que le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil des Commissaires de la Commission Scolaire Eastern Shores tenue le 7 mai 2024 a été transmis aux membres six heures avant la tenue de la séance, conformément à l'article 170 de la *Loi sur l'instruction publique* que le secrétaire général soit dispensé de la lecture de ce dernier.

ADOPTÉ

3.2 Approbation du procès-verbal de la séance du 7 mai 2024

C24-06-138 Il est proposé par K. Dickson que le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil des Commissaires de la CSES tenue le 7 mai 2024 soit approuvé.

ADOPTÉ

4. AFFAIRES DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL

4.1 By-Law 8: To Set the Day, Time and Location of the Executive and Council of Commissioner Meetings

C24-06-139 Il est proposé par K. Mackenzie d'approuver les amendements au règlement 8 : fixer le jour, l'heure et le lieu des réunions de l'exécutif et du Conseil des commissaires, tels que présentés :

Dates	Executive	Conseil	Lieu
Le 19 août 2024		18h00	Hybride
Le 10 septembre 2024	8h00		Hybride
Le 16 septembre 2024		9h00	Fort-Prével
Le 11 novembre 2024		18h00	New Carlisle
Le 3 décembre 2024	8h00		Hybride
Le 9 décembre 2024		9h00	New Carlisle
Le 28 janvier 2025	8h00		Hybride
Le 3 février 2025		18h00	Hybride
Le 11 mars 2025	8h00		Hybride
Le 17 mars 2025		9h00	Rimouski
Le 22 avril 2025	8h00		Hybride
Le 28 avril 2025		18h00	Hybride
Le 10 juin 2025	8h00		Hybride
Le 16 juin 2025		9h00	New Carlisle

ADOPTÉ

5. CORRESPONDENCE

5.1 CHSSN- Appel aux nominations 2024

Une lettre sollicitant des candidats pour siéger à la table du CHSSN a été reçue. Pour l'instant, aucun candidat ne s'est manifesté.

5.2 Lettre et documents concernant les soldes finaux du procès de Daisy Marcil.

Trois documents ont été reçus, une lettre expliquant les étapes finales, le jugement et les règlements concernant le versement des montants finaux.

5.2.1 Encadrement relatif à la distribution du reliquat du fonds de règlement

DAISYE MARCIL C. CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE ET AL.

ATTENDU QUE le 6 juillet 2013, la Cour supérieure a autorisé une action collective (150-06-000007-138) contre 68 commissions scolaires (ci-après collectivement désignées comme étant les « Défenderesses ») et a désigné Mme Madame Daisye Marcil à titre de représentante des membres du groupe (ci-après collectivement désignés comme étant les « Demandeurs »);

ATTENDU QUE l'action collective était une action pour dommages et intérêts compensatoires des frais pour des services éducatifs et pour l'achat de matériel scolaire

Une action en dommages et intérêts pour des frais facturés illégalement et en dommages et intérêts punitifs pour violation des articles 10 et 40 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q. c. C-21);

ATTENDU QUE le 28 juin 2018, les parties ont conclu une entente de règlement (ci-après désignée comme étant « l'Entente »), laquelle constitue une transaction au sens des articles 2631 et suivants du *Code civil du Québec*;

ATTENDU QUE le 30 juillet 2018, la Cour supérieure a approuvé et homologué l'Entente, la déclarant valide, juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des membres du groupe ;

ATTENDU QUE les parties ont conclu l'Entente sans admission de responsabilité ni reconnaissance de quelque nature que ce soit, dans le seul but de mettre fin à l'action collective sous réserve des droits et recours des défenderesses dans l'appel en garantie dirigé à l'encontre de leurs assureurs responsabilité ;

ATTENDU QUE la distribution des indemnités individuelles a été complétée en conformité avec l'Entente et les jugements de la Cour supérieure dans le cadre de l'exécution de l'Entente ;

ATTENDU QUE la Cour supérieure approuvera sous peu la demande de distribution de reliquat du Fonds de règlement de chaque Défenderesse, précisant notamment le montant attribué à chaque défenderesse ;

ATTENDU QUE l'Administrateur procédera à la distribution du reliquat du Fonds de règlement de chacune des Défenderesses selon les termes prévus dans l'ordonnance du tribunal ;

ATTENDU QUE les Défenderesses ont reçu les sommes correspondantes à une partie du reliquat de leur Fonds de règlement respectif et que ces sommes ont été attribuées à un poste budgétaire distinct mis en place par chacune des Défenderesses ;

ATTENDU QU'il incombe aux Défenderesses et à leurs écoles de distribuer la partie du reliquat qu'elles ont reçue, s'agissant d'une obligation qui leur est personnelle en ce qu'elles ne peuvent la déléguer à une entité tierce ;

ATTENDU QUE la Commission scolaire Eastern Shores (ESSB) recevra la somme de 30 023,65 ou 21 016,56 \$ (ci-après « Somme du reliquat ») et qu'elle sera versée dans un poste budgétaire distinct permettant le transfert des années financières suivantes ;

ATTENDU QUE la Somme du reliquat devra servir exclusivement à aider des élèves ayant des besoins financiers, selon des critères à être déterminés par les Défenderesses, tels que le prévoit la clause 7.1 de l'Entente :

7.1 À la suite de l'administration et la mise en œuvre du processus de distribution automatique des indemnités individuelles nettes prévu à l'article 6 de la présente Entente, la distribution de l'indemnité individuelle nette à chaque membre du Groupe non rejoint sera considérée impraticable, inappropriée ou trop onéreuse. Le cas échéant, les parties conviennent, conformément à la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives*, RLRQ ch. F-3.2.0.1.1, de verser une partie du reliquat du Fonds de règlement de chaque Défenderesse au Fonds d'aide aux actions collectives (le « **Fonds d'aide** »). L'autre partie du reliquat de chaque Fonds de règlement de chaque Défenderesse sera attribuée à un poste budgétaire distinct à être mis en place par chacune des Défenderesses, étant entendu que ces sommes devront servir exclusivement à aider des élèves ayant des besoins financiers, selon des critères à être déterminés par les Défenderesses.

Les critères à être retenus par les Défenderesses pourront inclure, par exemple, le faible revenu de la famille, la monoparentalité ou le faible niveau académique des parents, le tout dans le but d'apporter du support aux parents et d'améliorer le vécu à l'école. Les parties conviennent qu'il est essentiel que la totalité du reliquat serve exclusivement à aider les élèves ayant des besoins financiers, et qu'aucune partie de ce reliquat ne puisse servir à quelque autre fin que ce soit.

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer ces critères visant à encadrer la distribution de la Somme du reliquat ;

CONSÉQUEMMENT, LA ESSB ÉTABLIT LES CRITÈRES SUIVANTS RELATIFS À LA DISTRIBUTION DE LA SOMME DU RELIQUAT :

1. La somme du reliquat doit servir aux élèves qui ont des besoins financiers dans le but d'apporter du support aux parents et d'améliorer le vécu à l'école ;
2. Est notamment considéré comme un « élève ayant des besoins financiers » au sens du présent Encadrement, l'élève qui, selon le cas, est issu d'une famille dont :
 - i. le revenu des parents est faible ;
 - ii. les parents ou l'un d'eux sont sans emploi au moment de la distribution ;
 - iii. le parent est monoparental ;
 - iv. le niveau académique des parents est faible ;
 - v. l'école de fréquentation a un indice de défavorisation de 7-8-9-10.
3. La répartition de la Somme du reliquat devra faire en sorte de prioriser les élèves qui fréquentent les écoles figurant dans la *Liste des écoles situées en milieux défavorisés* (Annexe I), dont l'indice de défavorisation (indice de milieu socio-économique) est le plus élevé ;
4. Les sommes distribuées peuvent servir pour aider les élèves et leurs familles pour l'achat de matériel scolaire, pour des services pouvant être facturés ou pour des activités scolaires et parascolaires pouvant être facturés par la CS dans le but d'apporter du support aux parents et d'améliorer le vécu à l'école.

Les CSS/CS peuvent notamment choisir parmi les différentes options suivantes :

Option 1 : Distribution d'une partie de la Somme du reliquat par école primaire et secondaire

5. La ESSB répartit la Somme du reliquat dans ses écoles primaires et secondaires :

Nom de l'école	Montant
Écoles 7-8-9-10	Par nombre d'élèves

et confère à ses écoles le pouvoir de redistribuer ce montant selon leur propre évaluation des besoins financiers de leurs élèves en conformité avec les critères établis par la présente résolution;

Étant entendu qu'il revient à la direction d'école de s'assurer de la conformité de cette distribution et qu'il n'y a pas lieu, pour le bénéfice des enfants et de leurs familles, d'administrer des preuves documentaires au soutien de cette distribution.

Les écoles devront néanmoins s'assurer que les montants servent exclusivement à des élèves ayant des besoins financiers dans le but d'apporter du support aux parents et d'améliorer le vécu à l'école. Les écoles doivent identifier le nom de l'élève visé, la raison de la distribution et le montant qui lui aura été attribué;

Nom de l'élève	Motif	Montant	Commentaires

L'école pourrait également décider d'utiliser sa part de la somme du reliquat de la manière suivante :

- Réduire la facture élève pour le matériel pouvant être facturé au sens de *Loi sur l'instruction publique* et le *Règlement relatif à la gratuité du matériel didactique et à certaines contributions financières pouvant être exigées* (photocopies, agenda, matériel de base) ;
- Réduire les comptes facturables (Service de garde, transport du midi et cafétéria ou cantine pour tous) divers aux élèves en fonction des indices de défavorisation ;
- Réduire le coût des activités qui ne sont pas visées par le droit à la gratuité dans les écoles défavorisées au sens des indices de défavorisation ou pour des élèves défavorisés ;
- Offrir un repas (collation) aux élèves dans les écoles défavorisées au sens des indices de défavorisation ;
- Réduire la facture des activités parascolaires et du matériel ou équipement nécessaire à l'activité ;
- L'achat de vêtement d'hiver;

La CS demeure responsable de la conformité de la distribution de la Somme du reliquat et peut, à ce titre, demander aux écoles toutes informations pertinentes à cet égard.

6. **RAPPORT DU PRÉSIDENT**

6.1 **Présentation par Colin Henderson - Directeur adjoint des services d'éducation des adultes**

M. Colin Henderson, directeur adjoint de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, a présenté les statistiques de l'année en cours et les prévisions pour l'année scolaire 24-25.

6.2 **Évaluation de la DG - Suivi**

M. Gifford a fait un bref rapport verbal sur le sujet.

6.3 **Élections scolaires – Suivi**

M. Gifford a fait un bref rapport verbal sur le sujet

6.4 **Participation des commissaires au premier ESMC de l'année scolaire 2024-2025.**

Mme Jane Bradbury, ADG, indique que les directeurs d'école se joindront au commissaire pour la première réunion de l'année scolaire 2024-2025 à Fort-Prével.

7. **RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE**

7.1 **Présentation du rapport de la directrice générale**

Mme Simoneau, directrice générale, présente son rapport verbalement.

8. **COMITÉ CONSULTATIF SUR LES BESOINS PARTICULIERS / COMITÉ CENTRAL DE PARENTS**

8.1 **Comité consultatif sur les besoins particuliers (CCBP)**

Il n'y a pas de sujet à traiter

8.2 **Comité central de parents (CCP)**

K. Mackenzie, commissaire aux parents, a indiqué l'importance d'informer les parents sur les choix que les élèves doivent faire au secondaire, telle que les différents programmes de mathématiques, de sciences, etc.

9. **POINTS DE RÉOLUTION**

9.1 **Transfert des contrats d'autobus de Transport E.R. Chicoine à Autobus Synnott.**

ATTENDU QUE la Commission scolaire Eastern Shores a conclu des contrats de transport avec E.R. Chicoine

ATTENDU QUE Transport E.R. Chicoine a été vendu à Autobus Synnott et que le transfert de propriété sera effectif le 25 juin 2024 ;

ATTENDU QUE les conditions énoncées dans le contrat actuellement en vigueur avec Transport E.R. Chicoine seront respectées par Autobus Synnott pour le reste du terme ; et

ATTENDU QUE le Comité des transports a recommandé d'approuver le transfert des contrats actuellement en vigueur avec Transport E.R. Chicoine à Autobus Synnott, à compter du 25 juin 2024.

C24-06-141 **IL EST PROPOSÉ** par R. Mundle d'approuver le transfert des contrats détenus par Transport E.R. Chicoine à Autobus Synnott à compter du 25 juin 2024 ; et

QUE la directrice générale, Denise Simoneau, soit autorisée à signer tout document relatif à ce transfert.

ADOPTÉE

9.2 Renouvellement de contrat - R. Wylie

C24-06-142 Il est proposé par G. Hayes de renouveler le contrat de transport des élèves avec R. Wylie pour une durée d'un an du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025 pour un montant de 36 099,60 \$ (avant taxes) incluant 90 KM journaliers.

ADOPTÉE

9.3 Renouvellement de contrat - J. Quinn

C24-06-143 Il est proposé par G. Hayes de renouveler le contrat de transport des élèves avec J. Quinn pour une durée d'un an du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025 au montant de 29 499,60 \$ (avant taxes) incluant 40 KM par jour.

ADOPTÉE

9.4 Opening of IT bids

Item remis

9.5 Resolution for Line of Credit with Caisse Desjardins.

C24-06-144 Il est proposé par K. Mackenzie d'autoriser la directrice générale, Denise Simoneau, et la directrice des services financiers, Suzanne Ward, à accepter l'offre de financement reçue le 16 mai 2024 concernant la marge de crédit avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec en remplacement du contrat précédent avec la Caisse populaire Desjardins du Centre-Sud Gaspésien signé le 4 novembre 2021. Le document a été reçu et déposé aux dossiers.

ADOPTÉE

9.5.1 Pouvoir d'emprunt – Résolution

ATTENDU QUE la Fédération des caisses Desjardins du Québec (ci-après appelée « Desjardins ») octroie certaines facilités de crédit au Client aux termes de la lettre d'offre datée du 16/05/2024 (ci-après appelée « Offre de financement »).

C24-06-145 **IL EST RÉSOLU PAR K. WARD QUE :**

1. Des activités de nature transactionnelle soient effectuées avec Desjardins ;
2. Les signataires autorisés à exercer les pouvoirs que confèrent au paragraphe 3 des présentes, sont les personnes occupant les postes décrits ci-dessous (ci-après, les « Personnes autorisées ») :

a) Un seul signataire parmi les personnes occupant les postes suivants :

Suzanne Ward

Renee Mailloux

Pamela Ross

Denise Simoneau

3. Les Personnes autorisées sont désignées pour exercer, pour et au nom du Client, les pouvoirs suivants, le tout conformément au paragraphe 2 des présentes :

Négocier, signer et exécuter tout contrat, document, convention ou Offre de financement avec Desjardins, relatif à l'obtention d'emprunts, aux transactions de produits, dérivés et à l'administration des financements, incluant notamment et sans restreindre la généralité de ce qui précède :

- a) Effectuer les demandes de déboursement (unique ou progressif) ;
- b) Effectuer les remboursements des crédits de façon anticipée ou non ;
- c) Demander la fixation de taux selon la durée et les termes prévus à l'offre de financement et autoriser la prolongation du terme, le cas échéant ;
- d) Acheminer la documentation financière et compléter les certificats d'officier concernant le calcul du montant disponible ou le respect des ratios financiers ;
- e) Recevoir de Desjardins les relevés de compte, certifier et accepter tous les comptes et tous les soldes de compte entre le Client et Desjardins relatifs aux emprunts et/ou à l'administration des financements ;
- f) Effectuer toute transaction relativement à la couverture de ses risques sur produits dérivés, si telle couverture est octroyée au Client ;
- g) Consentir une garantie, un titre ou des droits quelconques à l'égard de la totalité ou d'une partie des biens réels ou personnels, meubles ou immeubles, présents ou futurs du Client, y compris tout acte ou clause de dation en paiement juge appropriée.

4. Une personne parmi les personnes occupant les postes suivants :

5. Il soit fourni à Desjardins, les documents suivants ainsi que tout autre document à la demande de Desjardins :

- a) Une copie certifiée conforme de la présente résolution ou un extrait certifié conforme du procès-verbal adoptant la présente résolution ;
- b) Une attestation de fonction certifiée comprenant la liste des noms des Personnes autorisées aux fins ci-dessus ;
- c) Toute désignation certifiée ou révocation, accordée aux termes du paragraphe 4 de la présente résolution.

6. Desjardins soit avisé par écrit de tous changements qui pourraient survenir concernant la liste des Personnes autorisées et la liste des Personnes désignées ; telles listes lorsque reçues par Desjardins lieront le Client jusqu'à ce qu'un avis écrit contraire soit donné à Desjardins et que celui-ci en ait accusé réception ;

7. Le secrétaire ou un autre dirigeant du Client, soit par les présentes, autorise, pour le compte du Client, de certifier une copie de la présente résolution et de certifier les noms et les fonctions des Personnes autorisées et des Personnes désignées.

VALIDITÉ

Cette résolution demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle résolution du conseil d'administration soit reçue sous une forme acceptable par Desjardins et que ce dernier en ait accusé réception.

ADOPTÉE

9.6 Sports Committee Calendar of Events

C24-06-146

Il est proposé par R. Mundle d'approuver le calendrier des événements sportifs soumis par le Comité sportif Eastern Shores pour l'année scolaire 2024-2025. Le document a été reçu et déposé au dossier.

ADOPTÉE

K. Mackenzie demande que les réunions du comité des sports ne se tiennent pas en juin.

9.7 Ouverture des offres - Services professionnels pour la nouvelle école

Point à supprimer de l'ordre du jour,

10. **PÉRIODE DE QUESTIONS**

Il n'y a pas de sujet à traiter.

11. **DATES OF NEXT MEETING**

Conseil : Le 19 août 2024 at 18h00 Hybride

12. **DIVERS**

Il n'y a pas de sujet à traiter.

13. **ADJOURNMENT at 10h55**

La réunion est ajournée jusqu'à l'appel de la présidence.

Secrétaire général

Président